

NOVEMBRE 2018  
n°277

## SOMMAIRE

Pages 1 à 3 :

**Transmission de  
patrimoine :  
n'oubliez pas les  
présents d'usage**

Page 3 :

**Cession d'entreprise :  
les attraits du  
dispositif de  
l'apport-cession**

Page 4 :

**Panorama des  
marchés financiers et  
chiffres clés**

## TRANSMISSION DE PATRIMOINE : N'OUBLIEZ PAS LES PRESENTS D'USAGE

**E**ssayer de transmettre, à moindre coût, tout ou partie de votre patrimoine à vos enfants fait peut-être partie de vos préoccupations majeures. Si tel est le cas, vous pouvez recourir à l'article 779 du CGI qui permet de **donner jusqu'à 100 000 € à chaque enfant sans avoir de droits à acquitter**. En vertu de l'article 790 G du CGI, vous pouvez également donner **31 865 € à chaque enfant**. Toutefois, pour être valide, la donation des 31 865 € doit respecter la triple condition suivante : vous (le donateur) devez être âgé de moins de 80 ans, l'enfant (le donataire) doit être âgé de plus de 18 ans et le don doit obligatoirement porter sur une somme d'argent. Il est à noter que le don peut également être effectué au profit des petits-enfants et des arrière-petits-enfants sous le respect des conditions d'âge.

**Au terme de 15 ans, les dons effectués ne seront plus rapportables fiscalement** (c'est-à-dire qu'ils seront réputés n'avoir jamais existés) **et vous pourrez donc réitérer l'opération en franchise d'impôt**. Autrement dit, le cumul des articles 779 du CGI et 790 G du CGI permet de **transmettre gratuitement jusqu'à 131 865 € à chacun de vos enfants et ce tous les 15 ans**. Si vous et votre conjoint êtes âgés de moins de 80 ans et avez 3 enfants majeurs, vous pouvez donc transmettre gratuitement près de 800 000 € (131 865 € x 2 parents x 3 enfants) par période de 15 ans.

Pour mémoire, s'il est préférable de recourir à un notaire pour effectuer ce type de donations, il est néanmoins possible de s'en affranchir. Dans ce cas, il convient de notifier les dons manuels effectués au moyen de l'imprimé Cerfa N° 2735 dénommé « Déclaration des dons manuels et de sommes d'argent » et de procéder à l'enregistrement dans les 30 jours auprès des services fiscaux du donataire.

**Outre les dons manuels, vous pouvez également effectuer des présents d'usage**. Par définition, ces derniers concernent les cadeaux que vous faites à vos proches à l'occasion de certains événements conformément à un certain usage. **Contrairement au don manuel, le présent d'usage présente l'intérêt de ne pas être fiscalisé mais nécessite un formalisme strict**. Ainsi, pour être qualifié de présent d'usage, le cadeau doit respecter les 4 conditions suivantes :

- Être fondé sur la tradition et, par conséquent, être remis de la main à la main ;
- Ne porter que sur des biens meubles (mobilier, voiture, bijoux, œuvre d'art, espèces, chèque, virement, portefeuille titres...) ;
- **Être réalisé à l'occasion d'un événement particulier** (Noël, anniversaire, fête, fiançailles, mariage, naissance, baptême, succès à un examen....) et donc être fait conformément à un usage. **Afin d'éviter toute confusion avec le don manuel, il est donc impératif de conserver une preuve de la date de remise du cadeau**. La copie du chèque, le relevé bancaire attestant du transfert de fonds, l'ordre de virement, la facture du cadeau ou le double du courrier adressé à la personne à qui vous avez remis le cadeau

sont autant d'éléments à conserver en vue de pouvoir justifier de la date en cas de demande de l'administration fiscale.

- **Ne pas excéder une certaine valeur.** La loi ne fixe pas de montant mais précise que le présent ne doit pas être excessif au regard de la situation financière, du train de vie, du patrimoine, des ressources et des habitudes du donateur. Comme le stipule l'article 852 du Code Civil, « le caractère du présent d'usage s'apprécie à la date où il est consenti et compte tenu de la fortune du disposant » à cette même date. Dans un rescrit de 2013, l'administration fiscale précise qu'elle « ne fixe aucune règle de proportionnalité du présent par rapport à la fortune ou aux revenus du donateur et apprécie au cas par cas la nature du don, en fonction de l'ensemble des circonstances de fait ayant entouré la libéralité et sous le contrôle souverain des juges du fonds ». Toutefois, devant les tribunaux, l'administration fiscale a argué, à plusieurs reprises (Tribunal de Grande Instance de Paris en juillet 2000 et Cour d'Appel d'Agen en mai 2009), qu'il ne pouvait s'agir d'un présent d'usage au motif que les montants donnés excédaient 2,5 % du patrimoine du donateur. Même si ce montant n'est pas opposable à l'administration fiscale, il s'agit cependant d'une indication quant au seuil à ne pas dépasser. En clair, il convient de garder à l'esprit que **le cadeau consenti ne doit aucunement avoir eu pour effet de vous appauvrir**. Autrement dit, en dépit du présent effectué, la valeur de votre patrimoine de fin d'année ne doit pas être inférieure à celle du début d'année. Prenons l'exemple de M. et Mme Présent qui disposent de 150 000 € de revenus et d'un patrimoine de 1,5 M€. Ils envisagent de donner 12 000 € d'étrennes à l'occasion de Noël à leurs deux enfants sachant qu'ils leur ont donné 3 000 € à leur anniversaire. Au regard de leur fortune, la somme globale donnée dans l'année (30 000 €) correspond à 2 % de leur patrimoine et à 20 % de leurs revenus. Dans ces conditions, les étrennes seront bien assimilées à un présent d'usage car il n'y a pas eu appauvrissement. Si leurs revenus étaient de 50 000 € et leur patrimoine de 500 000 €, alors les 12 000 € d'étrennes de Noël par enfant seraient probablement assimilés à un don manuel.

**En l'absence de respect de ces conditions, le présent d'usage pourra être requalifié en don manuel ce qui ne sera pas sans effet tant sur le plan civil que fiscal.** Sur le plan juridique, le don sera alors soumis à la règle du rapport et éventuellement à celle de la réduction si la réserve héréditaire a été bafouée. Sur le plan fiscal, les droits de donation seront dus et le rappel fiscal au jour du décès sera applicable si le don a été fait il y a moins de 15 ans.

En plus de sa non-fiscalisation, **le présent d'usage permet de favoriser un héritier au détriment d'un autre** et ce en toute légalité. En effet, en application des dispositions de l'article 852 alinéa 1 du Code Civil, sauf volonté contraire du disposant, **les présents d'usage ne donnent pas lieu au rapport à la succession**. A l'inverse, en vertu des dispositions de l'article 843 alinéa 1<sup>er</sup> du même code, **le don manuel doit être rapporté pour sa valeur au jour de la succession par celui qui l'a reçu**. En clair, si vous avez donné 100 000 € à chacun vos deux enfants, ce don manuel devra être repris pour sa valeur au jour de votre succession. Autrement dit, si l'un de vos enfants a placé cette somme et que celle-ci a doublé de valeur, il sera réputé avoir reçu 200 000 €. A l'inverse si votre autre enfant a tout dépensé, la valorisation actuelle du don étant nulle, c'est la valeur du don d'origine qui sera retenue à la succession, soit 100 000 €. En conséquence, afin de conserver l'égalité entre les deux héritiers, votre fils qui a placé les fonds devra restituer 50 000 € à son frère de façon à ce qu'ils aient tous deux reçu l'équivalent de 150 000 € !

**A l'inverse d'une donation, le présent d'usage ne nécessite l'établissement d'aucune déclaration.** Si, en général, les présents d'usage profitent en priorité aux enfants et aux petits-enfants, il est possible de gratifier des neveux, nièces, cousins, cousines, concubin, concubine et même des personnes étrangères au cercle familial. **Le présent d'usage est également irrévocable**, il vous sera donc impossible, en cas de divorce, de récupérer le cadeau que vous avez fait à votre conjoint ni d'obtenir une compensation.

Afin d'éviter d'attirer l'attention de l'administration fiscale, **il est préférable d'étaler les sommes données à différentes occasions** (anniversaire, Noël...). Ainsi, en supposant que vous donniez chaque année à votre enfant les montants suivants : 3 000 € à l'occasion de Noël, 1 500 € à l'occasion de son anniversaire et 500 € à l'occasion de sa fête, vous allez donc lui verser 5 000 € par an, soit 75 000 € sur 15 ans. En ajoutant cette somme aux possibilités de donations en franchise d'impôt (100 000 € + 31 865 €), vous pouvez transmettre gratuitement à votre enfant plus de 206 000 € sur une période de 15 ans.

**Si votre objectif est d'optimiser la transmission de vos avoirs à vos enfants, vous vous interrogez inévitablement sur la meilleure stratégie à adopter.** Autrement dit, comment articuler les trois dispositifs (don de 100 000 €, don de 31 865 € et présent d'usage) ?

#### 1/ Présent d'usage

Le cas du présent d'usage est très simple à traiter puisque l'opération étant par nature à **réitérer chaque année à chaque Noël et à chaque anniversaire**, il n'y a pas de stratégie à établir. Il est à signaler que choisir de donner des valeurs mobilières affichant des fortes plus-values peut s'avérer une excellente opération sur le plan fiscal puisque, dans ce cas, les titres auront été donnés en franchise totale d'impôt tant sur les plus-values que sur celui des transmissions.

#### 2/ Don de somme d'argent

Afin d'être en mesure de multiplier les donations de sommes d'argent (art 790 G du CGI) pour lesquelles le donateur doit être âgé de moins de 80 ans, vous devez commencer le processus dans l'année de vos 50 ans sachant que **le don doit être effectué avant votre 50<sup>ème</sup> anniversaire. Dans ce cas, vous pourrez renouveler le don quelques semaines avant votre 65<sup>ème</sup> anniversaire et votre 80<sup>ème</sup> anniversaire.** De ce fait, vous pourrez transmettre gratuitement près de 100 000 € (31 865 € x 3) à chacun de vos enfants. Ce don de somme d'argent s'applique uniquement aux donations et n'intervient pas à la succession. En clair, que vous décédiez dans le délai de 15 ans ou après ce délai, il n'y aura donc aucune incidence sur le montant des droits de succession.

### 3/ Don manuel

Dans le cas de la transmission des 100 000 € (art 779 du CGI), la stratégie est plus complexe puisque si l'abattement de 100 000 € a été consommé au cours des 15 dernières années précédant votre décès, vos enfants ne pourront plus en bénéficier dans le cadre de votre succession ce qui alourdira d'autant les droits à payer. En d'autres termes, inutile de faire un don manuel de 100 000 € à votre fils si vous avez 95 ans car la probabilité que vous soyez toujours en vie à 110 ans est nulle. En tout état de cause, il est préférable d'initier les donations au plus tôt. D'un point de vue statistique et au regard des tables de mortalité, si vous êtes un homme, il y a une chance sur deux pour que vous soyez encore en vie après 85 ans. Si vous êtes une femme, l'âge passe à 90 ans. **Dans ces conditions, un homme devrait commencer à donner à 55 ans, pour être en mesure de réitérer le don à 70 ans.** Ce faisant la transmission gratuite aurait donc été de 300 000 € (2 x 100 000 € au titre des donations + 100 000 € au titre de la succession). **Pour une femme, il conviendrait de tout décaler de 5 ans pour donner à 60 ans et 75 ans et ainsi avoir reconstitué l'abattement de 100 000 € pour la succession.**

## CESSION D'ENTREPRISE : LES ATTRAITS DU DISPOSITIF DE L'APPORT-CESSION

**S**i vous êtes dirigeant ou actionnaire d'une entreprise et que vous songez à la vendre, vous pourriez avoir intérêt à utiliser **le dispositif de l'apport-cession car cela permettrait de différer, voire d'effacer totalement, la plus-value à acquitter.** Ce dispositif codifié sous l'article 150-O B ter du CGI se déroule en deux étapes :

**1/ L'apport des titres à une holding.** Cette phase consiste à apporter les titres que vous détenez à titre personnel à une société holding contrôlée par vos soins et soumise à l'impôt sur les sociétés (IS). Dans la mesure où l'apport des titres se fait à un prix supérieur à celui de l'acquisition initiale, une plus-value est donc matérialisée. Cependant, celle-ci n'est pas payable immédiatement car elle bénéficie d'un report d'imposition. Cette absence d'imposition immédiate est légitime puisque, s'agissant d'un simple apport de titres, et non d'une vente, aucun flux de trésorerie n'a été généré et le paiement immédiat de la plus-value pourrait alors être délicat à acquitter. En résumé, supposons que vous apportiez les titres de la SARL que vous avez créée en 1998 avec un capital de 10 000 € à une SAS dont vous êtes le dirigeant pour une valeur de 2 M€. Cette opération va générer une plus-value de 1,99 M€ dont l'imposition ne sera pas à payer immédiatement puisqu'elle sera placée en report jusqu'à ce que vous cédiez les titres de la SARL ou les titres de la SAS. L'avantage de cette solution est de pouvoir **figer les conditions fiscales de la plus-value au jour de l'apport des titres** et non sur celles au jour de la vente des titres. Autrement dit, si l'apport est réalisé en 2018, la fiscalité ne pourra excéder le taux de 30 % (12,80 % au titre de l'IR + 17,20 % au titre des prélèvements sociaux). En clair, même si la fiscalité venait à augmenter dans les années à venir, vous êtes certain que la plus-value mise en report ne pourra pas être taxée à un taux supérieur à 30 %.

**2/ La cession des titres apportés à la Holding.** Suite à cette cession, la holding dispose des capitaux issus de la vente et la plus-value reportée devient exigible. Toutefois, l'article 150-O B ter du CGI, stipule que **lorsque la cession des titres apportés est réalisée plus de 36 mois après la date de l'apport, la plus-value liée à l'apport demeure en report tant que les titres de la holding restent détenus par l'apporteur.**

Si les titres apportés sont cédés avant le délai de 36 mois, alors la plus-value reportable générée lors de l'apport initial devient exigible. **Néanmoins, en cas de réinvestissement d'au moins 50 % du produit de la vente, la plus-value continue de bénéficier du report d'imposition.** Pour ce faire, le réinvestissement doit s'opérer dans une société commerciale, industrielle, artisanale, libérale, agricole ou financière sous la forme d'une souscription en numéraire au capital dans un délai maximum de 24 mois suivant la cession des titres. Il est à noter que les emplois effectués dans des activités de nature civile ou de gestion patrimoniale telles que la gestion d'un patrimoine immobilier ou d'un portefeuille de valeurs mobilières ne sont pas éligibles. Le réinvestissement devra être maintenu sur une période minimum de 12 mois. **Au-delà de ce terme de 12 mois, la contrainte de réinvestissement sera levée et le produit de la vente pourra alors être librement investi sans remise en cause du report d'imposition de la plus-value.** La plus-value placée en report sera à acquitter lorsque la holding sera vendue ou dissoute. Précisons qu'en cas de donation des titres de la holding, la plus-value en report d'imposition se trouvera immédiatement gommée. Toutefois, si le donataire (celui qui reçoit les titres) dispose du contrôle de la société émettrice des titres donnés, la purge de la plus-value ne sera acquise que s'il conserve les titres de la holding pendant une durée d'au moins 18 mois. **En cas de décès, la plus-value placée en report sera également effacée** et, dans ce cas, les héritiers seront uniquement redevables du paiement des droits de succession.

Comme évoqué ci-avant, si vous ne disposez pas d'une durée d'au moins 36 mois entre l'apport et la cession des titres et avez pour volonté de maintenir le report d'imposition, vous avez l'obligation de réinvestir au moins 50 % de vos capitaux sous 24 mois. Ce délai, somme toute réduit, peut vous contraindre à retenir des participations hasardeuses dont le retour sur investissement peut s'avérer long et aléatoire. En vue de limiter le risque inhérent au réinvestissement du fruit de la vente de votre entreprise, **nous disposons de solutions de emploi spécifiques.** A cet effet, nous avons sélectionné **des supports immobiliers éligibles au emploi ayant pour avantage d'offrir un niveau élevé de sécurité ainsi que des fonds investissant dans des activités défensives et diversifiées** (hôtels, campings, établissements pour personnes âgées dépendantes, résidences-séniors...) pouvant être cédés à l'issue du délai de détention minimum de 12 mois.

N'hésitez pas à nous consulter pour plus de détails.

## PANORAMA DES MARCHÉS FINANCIERS

Données arrêtées au 31 octobre 2018

<b>Marchés des Actions</b>	Niveau des indices	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
PARIS (CAC 40)	5 093,44	-7,28%	-4,12%	4,00%	18,46%
PARIS (CAC 40 GR)	13 362,28	-7,23%	-1,26%	15,08%	39,90%
PARIS (CAC Mid&Small)	12 857,91	-7,91%	-11,06%	17,94%	52,47%
PARIS (CAC All-Tradable)	4 000,61	-7,28%	-4,39%	6,57%	23,13%
EUROPE (Euro Stoxx 50)	3 197,51	-5,93%	-8,75%	-6,46%	4,22%
NEW YORK (Dow Jones)	25 115,76	-5,07%	1,60%	42,19%	61,56%
NEW YORK (Nasdaq Composite)	7 305,90	-8,96%	5,83%	44,56%	86,39%
FRANCFORT (Dax Xetra)	11 447,51	-6,53%	-11,38%	5,51%	26,72%
LONDRES (FTSE 100)	7 128,10	-5,09%	-7,28%	12,06%	5,89%
TOKYO (Nikkei 225)	21 920,46	-9,12%	-3,71%	14,87%	52,99%
MONDE (Msci World) en Euros	183,75	-5,25%	0,10%	14,87%	46,41%

<b>Taux d'intérêt</b>	jour le jour	2 ans	5 ans	10 ans	20 ans
FRANCE	-0,45%	-0,58%	-0,08%	0,69%	1,28%
ETATS-UNIS	2,18%	2,90%	3,00%	3,19%	3,36%
ROYAUME-UNI	0,68%	0,79%	0,98%	1,30%	1,82%
JAPON	-0,09%	-0,14%	-0,10%	0,07%	0,59%

<b>Or et Devises</b>	Cours	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
LINGOT	34 230 €	4,14%	-1,50%	1,18%	8,49%
NAPOLEON	202,90 €	2,47%	-1,93%	2,47%	6,79%
EURO / DOLLAR	\$ 1,1345	-2,22%	-5,62%	3,07%	-16,83%
EURO / LIVRE STERLING	£ 0,8928	0,26%	0,43%	25,15%	5,01%
EURO / 100 YENS	¥ 128,29	-2,75%	-5,24%	-3,36%	-4,25%
EURO / FRANC SUISSE	CHF 1,1404	0,14%	-2,60%	4,88%	-7,53%

## CHIFFRES CLÉS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Données arrêtées au 31 octobre 2018

PRODUIT INTERIEUR BRUT	2 323,07 milliards d'euros au 2eme trimestre 2018
DEFICIT PUBLIC 2017	59,3 milliards d'euros soit 2,6 % du PIB
DETTE PUBLIQUE 2018	2 299,8 milliards d'euros soit 99 % du PIB
TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIEL DU PIB	+ 0,20 % au 2eme trimestre 2018
PRODUCTION INDUSTRIELLE	+ 0,30 % en août 2018
DEPENSE DE CONSOMMATION DES MENAGES	- 1,70 % en septembre 2018
PLAFOND DE LA SECURITE SOCIALE	3 311 euros par mois à compter du 01/01/2018
SMIC (BRUT)	9,88 € au 01/01/2018 soit 1 498,47 € mensuels
INDICE DES PRIX	+ 2,20 % sur un an
INDICE DES LOYERS COMMERCIAUX (ILC)	+ 2,35 % sur un an
INDICE DE REFERENCE DES LOYERS (IRL)	+ 1,57 % sur un an
TAUX DE CHOMAGE	9,10 % de la population active

2, avenue de Flandre - CS 15015 - 59705 MARCQ-EN-BAROEUL Cedex

Tél. : 03.20.72.07.71 - Fax : 03.20.65.29.04 - magellanconseil@magellanconseil.fr - www.magellanconseil.fr

S.A.R.L. au capital de 40 000 € - R.C.S. Lille Métropole B 392 608 311 - Code APE N° 6619B - TVA intracommunautaire N° FR20392608311 - Membre de l'ANACOFI CIF association agréée par l'AMF  
 Référencée à l'ORIAS (www.orias.fr) sous le N° 07 005 844 en tant que Conseiller en Investissement Financier, Courtier d'assurance, Courtier en opérations de banque et en services de paiement.  
 Intermédiaire Immobilier (carte professionnelle délivrée par la CCI de Lille N° CPI 5906 2016 000 011 371) - Garantie financière « non détention de fonds pour compte de tiers » et  
 responsabilité civile professionnelle police N° 114.239.900 (Adhérent numéro : 226152) - MMA IARD 14 Bd Marie et Alexandre Oyon 72030 Le Mans Cedex 9